

# **ROUMAINS ET RUTHÈNES DE BUCOVINE. RÉFLEXIONS SUR LA FORMATION DU MYTHE DE LA RUTHÉNISATION**

FRÉDÉRIC BEAUMONT

Jusqu'à la Première Guerre mondiale la Roumanie du Vieux-Royaume, comme on l'appellera plus tard, constituait un pays balkanique étonnamment homogène dans sa composition ethnique. En 1918 ce pays se trouve considérablement agrandi et, en héritant de nouveaux territoires qui doublent sa superficie et sa population totale, la Roumanie se voit confrontée à la question des minorités. En Bessarabie et en Bucovine cette question des minorités est liée à un peuplement slave particulièrement dense sur les territoires qui bordent la nouvelle frontière roumano-soviétique. Or, dans le contexte des années vingt où la Grande Roumanie joue le rôle de « glacis contre le bolchévisme » pour les puissances occidentales, les revendications soviétiques sur la Bessarabie tendent à crispier l'attitude des autorités roumaines à l'égard des minorités slaves, russe et ukrainienne en particulier.

La Bucovine, ancienne province autrichienne qui ne fait pas l'objet de revendications soviétiques jusqu'en 1940, constitue la seule province du nouvel État roumain accueillant une majorité relative de Slaves. Cette situation ethnique dans une province où

prédomine, par ailleurs, l'allemand utilisé comme langue de communication intercommunautaire, entraîne, chez des Roumains de Bucovine qui s'imposent difficilement comme les nouveaux maîtres du pays, le développement d'une thèse qui fait des Ukrainiens de cette province des Roumains ayant oublié leur langue maternelle.

### I. L'ORIGINALITÉ DE LA QUESTION NATIONALE EN BUCOVINE

Ainsi, le paysage ethnique de la Bucovine de l'Entre-deux-guerres est loin de correspondre au modèle « national et unitaire » dont les gouvernements successifs à la tête de l'État roumain se font les chantres. On y note la présence, comme dans la plupart des territoires rattachés à la Grande-Roumanie à l'issue de la Première Guerre mondiale, d'importantes minorités ethniques appartenant à des Empires disloqués et désormais associées à des États en construction. Tandis que les Hongrois de Transylvanie ou les Bulgares de Dobroudja s'identifient plus à des États-nations voisins de la Roumanie qu'à un pays qui semble de plus en plus les considérer comme des citoyens de seconde zone, Bucarest durcit encore son attitude à l'égard de minorités qui remettent en cause son autorité dans les anciens territoires de la couronne de Saint Etienne et dans le Quadrilatère. L'Entre-deux-guerres est une période agitée où la Roumanie voit se radicaliser les positions politiques de ses élites nationales qui flirtent dorénavant avec des mouvements d'extrême-droite plaçant le seul ethnos roumain au centre des préoccupations de l'État. Mais elle connaît aussi, à la même époque, un durcissement des positions des minorités hongroise, allemande et bulgare en ce qui concerne leurs revendications identitaires. Dans cette période trouble de l'histoire de la Roumanie la question des minorités en Bucovine se pose de façon différente des cas transylvain, dobrogéen ou bessarabien.

Dans cette province où les Slaves constituent une partie importante de la population (entre 38 % et 48 %<sup>1</sup>) ceux-ci demeurent en arrière-plan dans la vie politique de la province. Faute d'avoir été intégrés dans un État slave depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, la majorité d'entre eux, les anciens « Ruthènes » devenus « Ukrainiens » demeurent dans une position attentiste, acceptant d'autant mieux la domination étrangère qu'ils n'ont jamais connu d'État ukrainien indépendant et que la situation de la question identitaire slave carpathique

---

1. Selon que l'on se base sur les résultats du recensement autrichien (1910) ou roumain (1930).

empêche dans une large mesure l'émergence d'un courant de protestation nationaliste contre l'occupation roumaine alors qu'on les qualifie tantôt de Ruthènes, tantôt de Hutsules, d'Ukrainiens, de Russes, de Rusnaks, etc.

Faute d'identité clairement définie ou d'État national de référence, consciente de la menace que représente l'État soviétique voisin d'où affluent des milliers de réfugiés, la population slave carpatique de la province se plie tant bien que mal à la politique menée par l'administration roumaine en Bucovine.

Le réveil identitaire des Slaves de Bucovine, en particulier des anciens Ruthènes, encouragé par l'administration autrichienne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour contrecarrer une aristocratie roumaine qui accroît sa mainmise sur la province, n'empêchera pas, malgré une tentative de coup de force en 1918, le triomphe de celle-ci et l'occupation de la province toute entière par les troupes roumaines.

D'ailleurs, la principale motivation des populations qui participèrent à la tentative de rattachement de la Bucovine du Nord à l'éphémère République d'Ukraine occidentale (du 3 au 11 novembre 1918) était plus qu'une manifestation d'un réveil national, ou qu'un sentiment anti-roumain ; c'était avant tout le témoignage d'une indéfectible fidélité à la maison Habsbourg dont l'un des archiducs était pressenti pour prendre la tête d'un futur État ukrainien unifié.

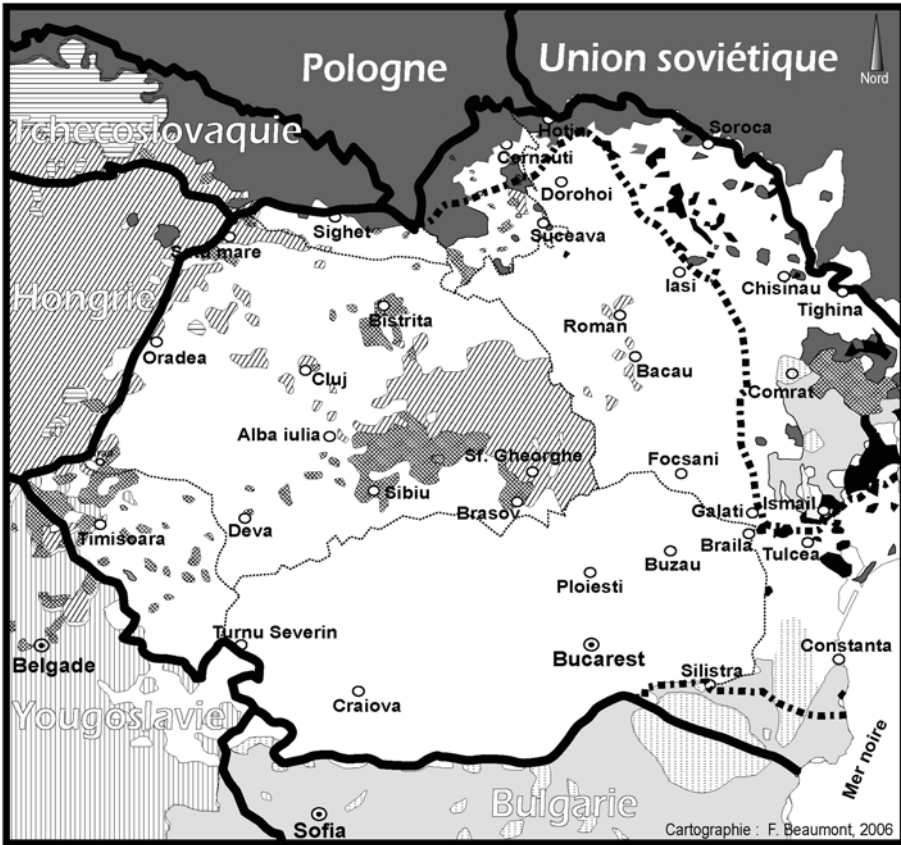
En outre, en Bucovine, les Roumains qui constituent entre 34,4 % et 41,1 % de la population<sup>2</sup> forment en quelque sorte une minorité parmi d'autres dans une région où aucun groupe ethnique ne parvient à la majorité absolue de la population, situation qui diffère de celle connue en Transylvanie et Bessarabie, où l'élément roumain est nettement prépondérant. Le problème national en Bucovine ressemblerait plus à la situation que l'on connaît alors dans le Quadrilatère depuis son annexion en 1913 si Ukrainiens et Roumains n'étaient au coude à coude dans une course démographique qui depuis des années, place tantôt les roumanophones tantôt les ukrainophones dans la posture de population prédominante dans la province.

Une autre différence essentielle entre la situation de la Bucovine et celle des autres provinces rattachées à la Roumanie à l'issue de la Première Guerre mondiale, est le passé institutionnel de la Bucovine, déjà évoqué précédemment. Il s'agit, en effet, du seul territoire qui possédait une large autonomie avant la guerre

---

2. Selon la langue maternelle. Données de 1910 et 1930.

La question des minorités dans la Roumanie de l'Entre-deux-guerres



Aires de peuplement en 1930

- Ukrainiens
- Russes
- Slovaques
- Serbes
- Bulgares
- Hongrois
- Turcs
- Roumains
- Allemands

- Frontières d'Etat
- Frontières actuelles
- Limites des régions historiques

0 50 200 km

Fig.1



La Bucovine dans le contexte roumain (1918-1940)

mais aussi le seul dans lequel trois communautés linguistiques – germanophones, roumanophones et ukrainophones – se partageaient le pouvoir, sur la base d'un compromis politique et où était garantie la pratique de ces trois langues dans toutes les sphères institutionnelles de la province, que ce soit dans l'administration publique, l'enseignement, ou la vie religieuse.

Le niveau d'éducation dans la province – elle compte en 1914 le plus fort taux d'étudiants par habitant de tout l'Empire, sa culture urbaine – plus multiculturelle et moins provinciale qu'en Transylvanie, distinguent encore la Bucovine des autres territoires annexés à la Roumanie au lendemain de la Première Guerre mondiale.

D'autre part, la plupart des populations qu'abrite la province ont des identités floues, en construction. Les Ukrainiens de Bucovine appelés Ruthènes jusqu'en 1918, se partagent en deux groupes ethnographiques : Ruthènes dits *du plateau moldave* et Hutsules, qui s'identifient tous deux comme « Russes », d'où un débat interne entre « populistes » et « russophiles », les uns étant partisans d'une identité ukrainienne, les autres d'une identité russe et panslaviste. Les Polonais se partagent, quant à eux, entre des populations urbaines, identifiées comme polonaises à part entière, et rurales – c'est le cas des mineurs de la vallée du Solonec – considérées généralement comme slovaques et qualifiées ainsi par les populations alentour roumaines ou ukrainiennes.

En ce qui concerne la minorité russe, bien qu'étant l'un des groupes ethniques les plus uniformes, elle est connue sous le seul nom de « lipovène » utilisé probablement par facilité afin de ne pas confondre ces nouveaux arrivants avec les « Russes » qui peuplaient déjà massivement le nord de la région et que l'on appellera plus tard « Ukrainiens ».

A proximité de ces populations slaves, des Roumains, des Allemands, des Juifs, des Hongrois, des Arméniens et quelques Tsiganes.

La communauté allemande qui vit désormais dans « un pays colonial abandonné par ses maîtres d'autrefois »<sup>3</sup> est à l'image des populations slaves de Bucovine, des Ukrainiens par exemple, c'est-à-dire très diversifiée. Bien que son peuplement ait été planifié, et qu'il constitue la pièce maîtresse du patchwork ethnique de la Bucovine, ce groupe n'est pas parvenu à s'homogénéiser et demeure éclaté en « Zipsers », Allemands « carpathiques » protestants

---

3. Gregor Von Rezzori, *Les Neiges d'antan*, Paris, Salvy, 1993, p. 87.

originaires de Spiš en Slovaquie, « Bohémiens », « Saxons » et « Souabes » dits « *de Bucovine* ». Après cent cinquante ans de domination Habsbourg, ce groupe n'a aucune uniformité, que ce soit du point de vue ethnographique ou religieux, voire socio-culturel (c'est particulièrement le cas de ceux qui continuent de se définir comme étant « Autrichiens »). La chute de l'Empire austro-hongrois provoque la perte de repères séculaires dans la communauté allemande, qui tente de poser les bases, dès le début des années 1920, d'une identité régionale commune, fondée sur des critères ethniques et non plus linguistiques (se désolidarisant ainsi des Juifs) ou encore moins patriotiques. L'effondrement du système politique des Habsbourg ouvre un gouffre béant dans un environnement jusqu'alors bien balisé, allant jusqu'à remettre en cause la définition même de l'identité allemande. Dans l'Empire d'Autriche, être Allemand c'est déclarer avoir pour langue de conversation quotidienne (*die Umgangssprache*) l'allemand. Ainsi, la plupart des couples mixtes, parce qu'ils utilisent la langue de communication intercommunautaire la plus répandue, l'allemand, sont automatiquement considérés et recensés comme Allemands. De la même façon, les Juifs dont la langue maternelle est le yiddish, langue considérée par les autorités autrichiennes comme un dialecte allemand, sont systématiquement recensés comme *Allemands de religion mosaïque*.

Ne pas prendre en considération la langue maternelle comme critère d'identification ethnique est symbolique d'une conception de l'identité très souple, qui permet la multiplication des échanges intercommunautaires. Un individu peut, sur ces critères, être élevé dans une famille polonaise et être recensé comme Polonais, se marier avec une Ruthène et devenir Allemand, ce que seront certainement ses enfants... à moins qu'il ne se remarie avec une Polonaise... L'*Umgangssprache* permet aussi une assimilation spontanée, résultant d'un choix motivé par des considérations socioculturelles ou simplement par affinités. Le cas exemplaire à ce titre est la famille de Kafka qui, bien que juive, est recensée comme tchèque, à l'exception de Franz qui se déclare Allemand...

Le système ne favorise pas que l'élément germanophone, puisqu'en Bucovine, le boyard roumain Nicolae Vasilco, individu par ailleurs parfaitement germanophone, décide de se déclarer Ruthène et devient dans les années 1890 un homme politique de premier plan pour sa communauté d'adoption.

La mort de l'Autriche-Hongrie entraîne celle de cette conception de l'identité basée moins sur des critères ethniques que culturels ou « patriotiques », ce dernier terme recouvrant sa propre

réalité identitaire basée sur la conscience d'appartenir à une communauté humaine partageant une histoire et un territoire communs.

Ainsi, à partir de 1918, le nouvel ordre politique oblige à une redéfinition de chacune des nationalités de Bucovine et des critères sur lesquels on doit déterminer l'appartenance à telle ou telle autre communauté.

La nouvelle donne politique affecte surtout la communauté juive, qui ne peut plus se définir, selon l'expression de Joseph Breuer, comme « *natione germanus, gente judaicus*<sup>4</sup> », et l'oblige, dans un État qui a déjà démontré ses réticences à accorder aux Juifs des droits égaux au reste des citoyens, à revendiquer une identité juive de Bucovine, véritable compromis entre les nostalgiques du règne de François-Joseph, les adeptes d'un nationalisme juif (très divisés entre partisans de l'hébreu et du yiddish) et les tenants très minoritaires de l'assimilation dans leur nouveau pays, le Royaume de Roumanie.

La phase de transition entre l'ordre Habsbourg et sa conception des identités nationales et l'apparition d'un État unitaire et centralisé comme la Roumanie, se situe entre 1918 et 1925. À cette date, la province perd son autonomie, qui assurait à l'allemand le statut de seconde langue officielle. Elle se voit démantelée en cinq départements, inégaux en termes de richesse ou de peuplement. Ces cinq départements issus de la Bucovine sont regroupés à partir de 1938 dans une nouvelle région appelée « Suceava », du nom de l'ancienne capitale moldave et deuxième ville de la Bucovine (qui a le mérite d'être la ville de Bucovine, avec Vatra Dornei, où l'on trouve la plus forte proportion de Roumains) – mais qui garde pour chef-lieu Cernăuți.

Cette suppression de la Bucovine va affecter aussi, chez les populations minoritaires, la perception de leur identité. Contrairement aux autres territoires de l'Empire austro-hongrois rattachés à la Roumanie, la Bucovine possédait une large autonomie. Cette autonomie pour laquelle les élites, toutes nationalités confondues, bien que pour des raisons diverses, se sont battues, a participé à l'émergence d'un « patriotisme régional », encouragé par l'administration autrichienne dans le but de concurrencer, avec succès, des nationalismes en pleine émergence. Le démantèlement de la province et sa transformation en 1938 en région de Suceava,

---

4. J. Breuer, cité par Jacques Le Rider, *Modernité viennoise et crises de l'identité*, Paris, PUF, 1990, p. 237

censée rappeler le « Haut-Pays », vieille région historique moldave, ont pour objectif d'intégrer l'identité bucovinienne à l'identité moldave afin de mieux en nier l'existence et, finalement, la roumaniser. De manière presque mécanique, la suppression de l'autonomie de la province provoquera la mort du *Landespatriotismus* bucovinien ; elle entraînera aussi la fin d'une culture intercommunautaire de compromis. Cette notion de « compromis » entre trois communautés ayant des droits égaux sur la Bucovine, absolument centrale jusqu'alors, s'effondre en même temps que le territoire perd ses privilèges, ses institutions, et toute existence légale. La Bucovine perd, en effet, son autonomie en 1924 et est démantelée administrativement quelques mois plus tard, à la suite de l'adoption de la loi d'unification administrative du 14 juin 1925<sup>5</sup>. Dorénavant, dans chacun des cinq départements bucoviniens, seule la population roumaine possède une quelconque légitimité puisque le maillage territorial tissé par les départements s'intègre à partir de 1925 dans une seule entité : la Roumanie, « État national et unitaire », comme l'affirme sa constitution. L'ancien découpage de la province en dix-neuf capitaineries était à l'image du compromis politique mis en place au parlement de Bucovine dans les années 1890. Celui-ci, basé sur les résultats des derniers recensements, prenait en compte la place de plus en plus importante que tenait l'élément slave, en particulier ukrainien, dans la population de la région. Au recensement de 1890, près de 265 000 Ruthènes sont recensés, soit 41,3 % de la population, contre 208 000 Roumains (32,4 %).

La réforme territoriale de 1925, qui offre la vision d'un pays homogénéisé, est l'œuvre des Libéraux (à la tête du pays entre 1918 et 1927). Ils affirment au travers de cette réforme l'unité théorique de l'État national roumain. Pourtant, entre 1918 et 1938, près de sept projets présentant un découpage territorial en « régions » ou « provinces » seront présentés devant le parlement. C'est finalement le coup d'État royal de Carol II qui permet de réintroduire un échelon administratif territorial supplémentaire. Les nouvelles provinces sont, désormais, de superficies à peu près égales et compte un nombre équivalent de départements. Toutefois, conformément à l'esprit qui animait la réforme administrative de 1925, il s'agit toujours d'abolir les anciennes régions historiques, souvent marquées par une occupation étrangère durable et qui ont, pour beaucoup, de fortes identités régionales qui menacent toujours de se muer en revendications autonomistes.

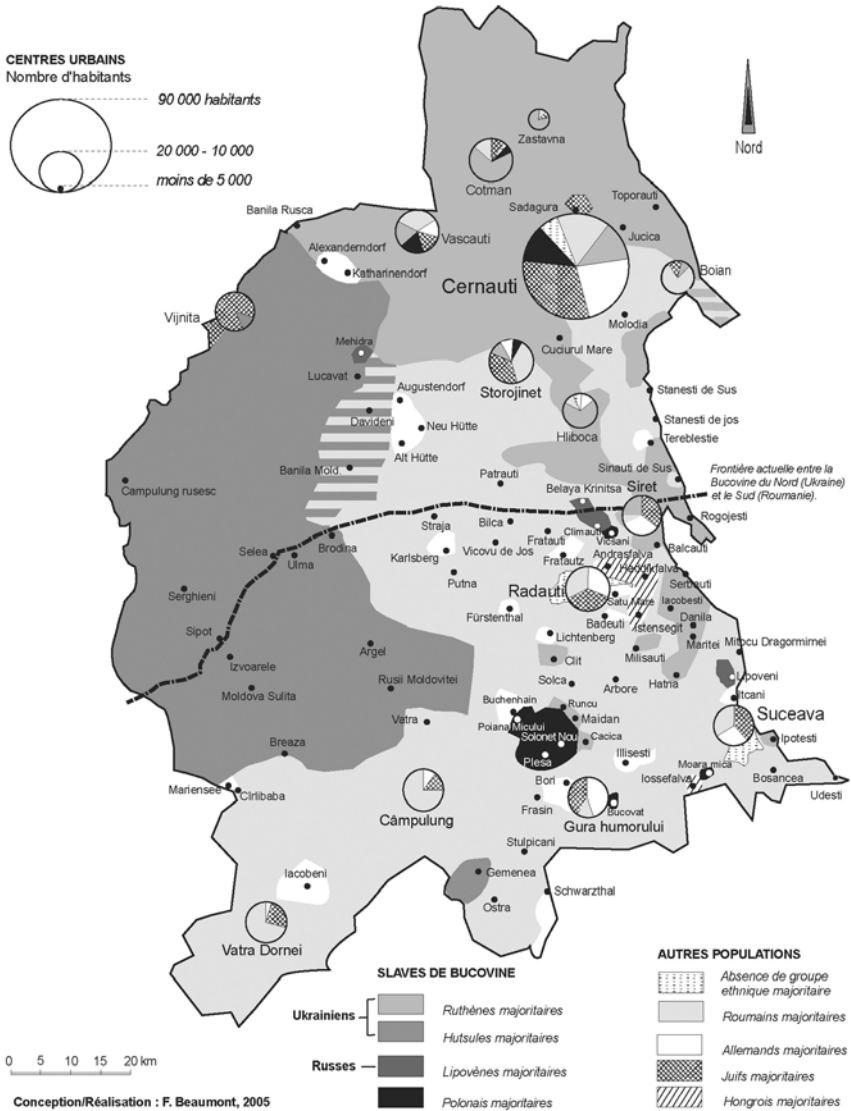
---

5. Ioan Silviu Nistor, *Comuna și județul*, București, 2000, p. 117



# Le paysage ethnique de la Bucovine à la veille de la Seconde Guerre Mondiale

(Recensement roumain de 1930)



La complexité des relations interethniques et l'établissement d'un nouvel ordre politique dans la Bucovine de l'Entre-deux-guerres sont ainsi résumés par Gregor Rezzori qui, lui-même, se déclare « Autrichien de Bucovine » :

Les Roumains, installés dans les postes de l'administration publique, et l'armée roumaine qui apparaissait dans l'éclat clinquant de sa gloire toute fraîche et triomphante, se constituèrent en une nouvelle classe dirigeante, dans une large mesure isolée de ceux qui parlaient d'autres langues, tandis que les Souabes de Bucovine se réfugiaient dans une teutomanie d'inspiration pan-germanique, brandissant des drapeaux et guignant nostalgiquement l'Empire bismarckien. Les Ruthènes ne voulaient rien avoir à faire avec les anciens Autrichiens par lesquels ils s'étaient sentis jadis relégués à un rang inférieur, pas plus qu'avec les Roumains qui leur faisaient maintenant grise mine.

Les Polonais, les Russes, et les Arméniens étaient depuis toujours dispersés en petits groupes éclatés, et vivaient plus que jamais en vase clos. Tous ensemble ils méprisaient les Juifs, sans voir que non seulement ceux-ci jouaient un rôle économique prépondérant, mais aussi qu'ils étaient culturellement les seuls à se préoccuper autant de la tradition que de la création. Mais on ne les fréquentait pas (on évitait ainsi le risque de « bolchévisme » engendré par la rencontre avec ce qui était trop moderne, et de la sorte on sauvegardait un patrimoine d'idées et de « saines » conceptions artistiques acceptées avec une égale crédulité).<sup>6</sup>

Dans ce contexte, en l'absence de toute forme de solidarité entre les différentes communautés, alors que se mettait en place un sévère programme de roumanisation, le maintien de la spécificité bucovinienne d'une cohabitation interethnique aussi paisible que possible semblait être sérieusement remis en cause. L'équilibre politique entre les différentes communautés étant brisé, la Bucovine allait entrer dans une dramatique phase de rapport de force qui finit par aboutir à la situation qui prévaut aujourd'hui : une partition arbitraire source de fort mécontentement de part et d'autre de la frontière et, surtout, une simplification brutale du paysage ethnique qui passera, notamment, par la disparition presque totale des habitants germanophones de la province.

---

6. Gregor Von Rezzori, *op. cit.*, p.88.

## II. LA MISE EN ŒUVRE DE LA 'REROUMANISATION'

Le 26 juillet 1924 est promulguée une loi relative à la *re-roumanisation* des Ukrainiens considérant qu'ils sont des « Roumains ayant oublié leur langue maternelle<sup>7</sup>. » L'adoption de cette loi marque le triomphe des théories ethniques développées par Ion Nistor, théories qui font des Ukrainiens de Bucovine, Ruthènes mais aussi Hutsules, des Roumains victimes de la politique des Habsbourg, qui visait à les « ruthéniser » pour les couper de leur culture et ainsi plus facilement les asservir. En trois ans seulement, la plupart des objectifs du plan de re-roumanisation sont atteints et on ne compte plus un seul village où soit enseigné l'ukrainien et où officie un prêtre ruthène orthodoxe (les prêtres greco-catholiques continueront à officier dans leur langue, ne dépendant pas de la Métropole orthodoxe de Cernăuți soumise au Patriarcat de Bucarest<sup>8</sup>).

La politique de roumanisation qui se présente en Bucovine comme une « re-roumanisation » est envisagée dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par certains cercles nationalistes de Czernowitz (Cernăuți) et de Iași pour résoudre le problème que pose alors, pour la défense de leurs revendications, l'infériorité numérique de l'élément roumain face à une population ruthène prédominante dans la province depuis 1880 (42,2 % de Ruthènes contre 33,4 % de Roumains).

Or, ces cercles appuient leurs revendications nationales en faveur d'une roumanisation totale des institutions provinciales sur l'indéniable roumanité de la région. Le premier recensement autrichien en 1774-1775 indique, en effet, que 77,3 % de la population était roumaine. Les résultats des recensements suivants montreront, si ce n'est un recul constant du poids des Roumains, du moins une affirmation de l'accroissement de celui des Ruthènes dans la population totale de la province. En 1848, il y a encore 55,4 % de Roumains contre 20,8 % de Ruthènes ; en 1869, 40,4 % contre 36,3 % ; en 1910, 34,4 % contre 38,4 %.

Ces résultats handicapent sérieusement l'argumentation fondée sur la roumanité de la province, d'autant plus qu'après 1880, le nombre de Ruthènes enregistrés est supérieur à celui des Roumains. Les élites nationalistes roumaines devaient donc trouver une

---

7. Arkady Joukovsky, *Histoire de l'Ukraine*, Paris, Dauphin, 2005, p. 110.

8. Métropole érigée en Patriarcat depuis 1925 au nom de l'indépendance nationale sans l'autorisation du Patriarcat de Constantinople.

explication à ce phénomène de recul de leur groupe ethnique dans ce qui fut le berceau de l'État moldave.

La différence entre les résultats des recensements de 1774 et 1880 était tellement importante qu'elle ne pouvait être expliquée par la seule arrivée, aussi massive qu'elle soit, de migrants ruthènes quittant les conditions précaires de vie qu'ils connaissaient en Galicie pour celles « idylliques » de ce « jardin enchanteur » qu'était alors la Bucovine roumaine (si l'on en croit les vers du poète national Mihai Eminescu).

L'argument d'une arrivée massive de Ruthènes entre 1775 et 1880, et même au-delà, encouragée par les autorités autrichiennes qui ne supportaient pas « l'aspiration générale des Roumains de Bucovine à réintégrer leur mère patrie<sup>9</sup> » est toutefois sérieusement remise en cause par les données statistiques qui indiquent en 1848 - 1849 que 3,9 % de la population (dont la moitié de Roumains), soit 20 036 individus, sont nés hors des limites de la Bucovine.

Les élites nationalistes roumaines connaissent ces chiffres et, incapables d'expliquer le processus qui aboutit à la mise en minorité de l'élément roumain développent la théorie de la *ruthénisation*.

Cette ruthénisation prend en compte la situation de la province dès 1772, date du premier recensement dit « du Divan moldave » ou « Rinski-Korsakov », du nom du commandant des troupes russes stationnées en Roumanie depuis 1768 et qui en ordonna la tenue – et constate la présence de 27,3 % de Ruthènes. Dans cette population, elle distingue les Ruthènes à proprement parler (20 %) des Hutsules (7,3 %). Les Ruthènes sont ainsi considérés comme des nouveaux venus, des réfugiés qui quittèrent en masse la Galicie en 1766, et les Hutsules, quant à eux, comme les descendants des pâtres valaques qui essaimèrent tout le long des Carpathes jusqu'à la Moravie. Toujours selon les partisans de la théorie de la ruthénisation, les Hutsules sont donc, certes, des Slaves, mais, comme l'attestent certains mots de leur vocabulaire et leurs traditions, ils seraient le résultat d'une symbiose slavo-roumaine qui se serait opérée entre le XV<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècle, formant un groupe ethnique séparé des Roumains par la seule pratique linguistique. Plus tard, faute de preuves tangibles de cette affiliation et même de l'exhumation de données tendant à prouver le contraire, on n'hésitera pas à faire remonter les origines communes aux Daces. Cette théorie a toujours un certain succès et est même défendue aujourd'hui par l'Union des Hutsules de Roumanie. Selon cette

---

9. Ion Nistor, *Bessarabia and Bukovina*, București, 1939, p.42

variante de la théorie de la ruthénisation, les Hutsules seraient donc des Daces slavisés tandis que les Roumains seraient des Daces romanisés. Selon ce discours, la superficialité des influences étrangères sur le « corps sain de l'élément ethnique naturel<sup>10</sup> » expliquerait le maintien de traditions communes ; seules les langues pratiquées différaient, et en laissant entrevoir les anciens liens existant entre Roumains et Hutsules. Finalement, cette théorie aboutit à faire des Hutsules des « Aroumains des Carpathes » qui doivent profiter de la même protection dont la Roumanie fit bénéficier dans l'Entre-deux-guerres les Macédo-roumains, les Koutsovalaques ou les Aroumains. Seule différence, cette protection s'était faite sur des critères linguistiques, au nom de l'appartenance commune à la Romanité orientale. Dans le cas des Hutsules, la protection que la Roumanie entend exercer sur eux se fait au nom d'un prétendu fond ethnique commun. Cette affiliation basée sur de vagues considérations naturalistes sera combattue dès le début du XX<sup>e</sup> siècle par l'anthropologue Raimund Friedrich Kaindl, jeune professeur qui débutera dans les années 1890 sa carrière à l'Université de Czernowitz avant d'être nommé à Graz.

En ce qui concerne les Ruthènes de Bucovine à proprement parler, la théorie de la ruthénisation fait d'eux des étrangers venus massivement de Galicie après 1766, au gré des persécutions polonaises dont ils faisaient l'objet en Galicie. Ces persécutions avaient lieu parce qu'ils étaient Uniates et que l'Église catholique romaine souhaitait les rattacher pleinement au catholicisme en démantelant ce compromis entre catholicisme et orthodoxie qu'est l'uniatisme. Mais elles se manifestaient aussi par des pressions économiques et fiscales dont les Ruthènes faisaient l'objet en Galicie.

C'est pour ces raisons que les Ruthènes auraient migré massivement vers la Bucovine avant 1775, élevant leur nombre à près de 20 % de la population à cette date et accroissant par la suite leur poids démographique alors que leurs conditions de vie dans la province de Galicie, autrichienne depuis 1772, ne s'amélioraient pas.

Ainsi, les partisans d'une théorie de la ruthénisation de la Bucovine faisaient des Ukrainiens des étrangers. Considérés par le passé comme des hôtes se plaçant sous la bienveillante protection d'un État moldave solidaire de ses voisins orthodoxes, et ce jusqu'en 1768 – date de l'entrée en Moldavie des troupes d'occupation russes, qui ne céderont la place aux Autrichiens qu'en 1774 – ils

---

10. S. Mehedinți, 1927, p.105

étaient désormais perçus comme des « migrants économiques » utilisés par Vienne pour ruthéniser et « déroumaniser » la région.

La volonté précoce de déroumanisation de la région serait d'ailleurs attestée par le nom slave donné au berceau historique de l'État moldave dans les premiers mois de l'occupation autrichienne<sup>11</sup>, alors que le nombre d'Ukrainiens s'accroissait à un rythme soutenu.

### III. RUTHÉNISATION ET ROUMANISATION

Ce sont finalement les contradictions trouvées dans les différents travaux des partisans de la théorie de la ruthénisation qui finissent par infirmer sérieusement la thèse d'une ukrainisation de la Bucovine.

Il en va ainsi de l'explication selon laquelle le mot Bucovine aurait été fabriqué de toute pièce par les Autrichiens pour slaviser le nom originel de la région, la *Țara de Sus* (littéralement « la terre du haut »), nom éminemment roman. Or, on ne retrouve aucune carte de la Moldavie indiquant l'existence d'une région portant ce nom d'origine romane, mais plusieurs, dont une antérieure à 1774, indiquant l'existence d'une zone portant le nom de « Bukowina » au nord de l'actuelle Bucovine.

De la même façon, on trouve dans les différents ouvrages roumains consacrés à l'Histoire de la Bucovine – notamment *Istoria Bucovinei* de Ion Nistor et *Din Istoria Bucovinei* de Mihai Iacobescu – des données fantaisistes concernant les recensements de 1772, 1775 et 1778. Ainsi, dans l'ouvrage de référence de Mihai Iacobescu les données du recensement de 1772 estiment la population de la Bucovine à cette date à 75 000 habitants dont 90 % de Roumains, 2,5 % de Ruthènes et 7,5 % d'« autres ». Le recensement de 1775 indique que la population totale de la Bucovine est tombée à 71 750 individus en raison de nombreux départs vers la Moldavie, certains habitants ayant refusé de vivre sous le joug autrichien, préférant ainsi vivre sous celui des Ottomans. À cette date, les Roumains ne représentent plus que 77,3 % de la population et les Ruthènes déjà 16,5 %. En 1778, la population est passée de 71 750 habitants à 116 925 et la proportion de Roumains à 75,1 % contre 18,6 %. Plus loin<sup>12</sup>, Iacobescu nous donne des chiffres différents pour le recensement de 1775 qui dénombre désormais 79,5 % de Roumains et 21 % de Ruthènes. Quelques lignes plus bas les don-

11. Voir Doru Mihăescu, *Bucovina și Basarabia*, București, 1998.

12. Mihai Iacobescu, *Istoria din Bucovina*, București, p. 152.

nées concernant ce recensement diffèrent aussi faisant passer la proportion de Roumains et de Ruthènes respectivement de 77,3 % et 16,5 % à 65,4 % et 21 %.

Difficile donc de s'y retrouver, d'autant que l'on constate entre les premiers travaux de Ion Nistor sur la ruthénisation de la province (*Der nationale Kampf in der Bukovina*, 1919) et ceux de ses émules les plus contemporains une surenchère sur des données statistiques déjà approximatives, les premiers recensements visant à connaître le potentiel fiscal d'une province plutôt que sa composition ethnique. Beaucoup tendent ainsi à simplifier, à arrondir les résultats des recensements, en joignant souvent les Hutsules au total des Moldaves entre 1772 et 1774 puis en les rattachant aux Ruthènes lorsqu'il est nécessaire de mettre en évidence l'accroissement du nombre d'Ukrainiens.

On a ainsi assisté jusqu'à aujourd'hui à une adaptation des données statistiques au cheminement théorique de la ruthénisation. Celle-ci exige, pour être validée, des données statistiques qui montrent dès les premières années de l'occupation autrichienne un accroissement considérable du nombre de Ruthènes. Or, ces données rechignent à mettre en évidence un accroissement soudain et spectaculaire de cette population aux dépens de l'élément roumain. L'historien Pavel Țugui, intrigué par le chaos statistique qui règne autour de cette question centrale du débat historiographique roumano-ukrainien, a ainsi mis en avant, en consultant les archives du recensement de 1772 conservées à Chișinău, que la plupart des interprétations basées sur les données de ce recensement étaient fausses puisque les chiffres étaient, pour la plupart, erronés<sup>13</sup>. Le résultat de ses travaux est que les Ruthènes étaient déjà majoritaires en 1772 dans les futurs districts autrichiens de Wiznitz, Ust Putilla, Selentin, Waschkoutz (vallée du Ceremoș), Czernowitz, Kotzman, Zastawna et Sadagóra (entre Dniestr et Prut). Il note que, tandis que le reste du territoire est peuplé très majoritairement de Roumains dans des localités généralement mono-ethniques, on dénombre un nombre significatif, entre 10 et 20 %, de Roumains dans les localités majoritairement peuplées de Ruthènes. Il constate aussi qu'un grand nombre de Ruthènes ont été recensés comme *Moldoveny*<sup>14</sup> et donc considérés plus tard par l'historiographie roumaine comme Roumains de souche, le questionnaire ne faisant pas de distinction entre « Russes » et « Moldaves ». Il rappelle en outre

---

13. Pavel Țugui, *Bucovina, Istorie și cultură*, București, 2002, p. 9-69.

14. Il s'agit de la confusion fréquente entre la nationalité, l'appartenance ethnique et la citoyenneté.

que le recensement de 1772 comporte douze rubriques et qu'il n'est nulle part mention de Russes ou Ruthènes, automatiquement recensés parmi les Moldaves, sauf à de rares exceptions où les agents du recensement émargèrent leurs questionnaires avec la mention *Rus* ou *Rusnac* en face du nom du chef de famille. Pour départager les Ruthènes des Roumains, Pavel Țugui s'est donc appuyé sur les noms patronymiques des chefs de famille<sup>15</sup>, comme le firent ses prédécesseurs. Si son étude, fortement idéologisée, ne remet pas en cause la théorie de la ruthénisation, prétendant seulement réestimer de manière correcte son ampleur réelle en fournissant un reflet statistique de la situation ethnique en Bucovine avant l'annexion autrichienne, elle soulève un certain nombre de questions sur les travaux antérieurs qui entendaient démontrer cette même ruthénisation de la Bucovine, alors même que les Ruthènes n'étaient pas recensés en 1772. Dès lors, les chiffres fantaisistes qui évaluent, selon les auteurs, en 1772, la proportion de Roumains entre 75 et 90 % et l'interprétation qui en découle nous montrent surtout l'extrême idéologisation d'une question sur laquelle seule l'historiographie roumaine s'est penchée, cette question étant encore totalement éludée par les sources ukrainiennes.

La question de la ruthénisation des Roumains de Bucovine, particulièrement au Nord de la province entre Dniestr et Prut, qui fait des Ukrainiens habitant d'anciens villages, recensés comme moldaves en 1772, des Roumains slavisés par l'arrivée massive de migrants galiciens, est donc, avant tout, une question politique et idéologique. Le fait que ces localités considérées comme moldaves – au regard d'un recensement qui ne fait pas de différence entre Roumains et Ruthènes – aient été définies comme ethniquement roumaines sur cette base est déjà pour le moins curieux. Le fait que la théorie de la ruthénisation considère, de son point de vue, que ces villages, slavisés, soient encore potentiellement « roumanisables », le fond ethnique n'ayant pas été fondamentalement modifié et cela malgré ces arrivées massives de populations slaves, l'est plus encore.

Un certain nombre de publications insistent, aujourd'hui encore, sur le processus de colonisation de la province par l'élément ruthène, incité à venir s'installer dans la région par les autorités autrichiennes. Iacobescu avance ainsi, pour l'année 1860, que 12 461 Ruthènes et seulement 641 Roumains sont venus s'installer en Bucovine, ce qui semble confirmer effectivement la théorie d'un

---

15. Pavel Țugui, *op. cit.*, p.23



vaste processus de peuplement venu de Galicie. Les choses semblent être en réalité plus complexe au regard des chiffres de 1848 qui notent l'arrivée de 4 587 Roumains de Transylvanie et de 431 Sicules, ou des données fournies par Stefan Purici qui affirme que près de 90 000 Roumains de Transylvanie ou de Moldavie vinrent s'installer en Bucovine entre 1775 et 1848<sup>16</sup>. Les mouvements migratoires ont été, en effet, encouragés dès 1775 par les autorités autrichiennes qui entendaient peupler la région pour exploiter ses ressources. Dans ce but, de nombreux colons venus de Transylvanie ou de Galicie ont été invités à venir s'installer dans le district de Bucovine. Chaque population avait sa spécialité et ce furent surtout les colons allemands qui furent mis à contribution entre 1775 et 1786, afin d'implanter des manufactures ou de travailler dans les mines de manganèse récemment découvertes. L'agriculture n'était pas vraiment une priorité mais les premiers gouverneurs de la Bucovine, venus de la Transylvanie voisine, et qui pensaient voir la nouvelle province lui être rattachée, firent venir des paysans Roumains et quelques Hongrois pour exploiter des terres confisquées à l'Église orthodoxe. Ce n'est vraiment qu'après 1786 et le rattachement de la Bucovine à la Galicie que les paysans ruthènes viendront à leur tour tenter leur chance en Bucovine, comme journaliers dans les vallées du Prut et du Siret, comme forestiers le long du Ceremoș. Leur arrivée aussi importante soit-elle, soit ne modifia pas le paysage ethnique de la province puisque, si l'on réalise une cartographie des évaluations statistiques de Pavel Țugui pour l'année 1772, on arrive à la même délimitation des aires majoritairement ruthènes et roumaines que pour l'année 1930. Cette délimitation correspond aussi à la limite entre les toponymes se terminant ou commençant par les adjectifs *rus'ka*, *rus'ky* et *moldovenesc*, *moldovenească* ; ce qui suggère la présence de ces populations dans leurs aires de peuplement respectives bien avant encore, si

---

16. S. Purici, « Unele aspecte ale situației etno-demografice din Bucovina în perioada Habsburgică » [De certains aspects de la situation ethnico-démographique dans la Bucovine de la période habsbourgeoise], in *Țara fagilor*, Cernivci, 1996, p. 20-23. Si l'auteur reconnaît qu'il y a bien eu 60 000 arrivées entre 1775 et 1848, il affirme que 90 000 personnes fuirent la Bucovine pour venir s'installer en Moldavie, mais sans preuves tangibles. On voit mal, en outre, pourquoi ces populations auraient fui la Bucovine où elles bénéficiaient d'exonérations d'impôt ou de service militaire alors que la principauté moldave s'enfonçait dans une série de crises politiques et de guerres, prélude à son indépendance.

l'on en croit leur mention dans des cartes du début du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup>.

En outre, s'il semble que la limite ethnique séparant les aires de peuplement roumaine et ruthène n'ait pas changé, les chiffres mis en avant par l'historiographie roumaine semblent eux-mêmes contredire l'affirmation selon laquelle les autorités autrichiennes auraient incité dès les premières années de l'occupation plusieurs dizaines de milliers de paysans ruthènes à venir peupler le Nord de la Bucovine.

Les données statistiques de 1775 et 1778 sur lesquelles s'appuie la théorie de la ruthénisation sont censées montrer un recul précoce de l'élément roumain aux dépens de l'élément ukrainien. De la même façon, l'accroissement considérable de la population indique qu'en l'espace de trois ans seulement les autorités autrichiennes ont réussi leur pari de repeupler la région. Toutefois, si l'on observe ces données on constatera que le nombre de Roumains en Bucovine s'est accru de 32 329 individus, tandis que celui des Ukrainiens s'accroissait de quelques 9 905 individus. Cette différence attesterait donc que les Autrichiens n'ont nullement cherché entre 1775 et 1778 à repeupler le district de Bucovine avec des Ruthènes mais plutôt avec tous les peuples de leur Empire en privilégiant un élément roumain venu de Transylvanie. Les populations de cette région étant probablement plus à même de faire de fidèles sujets – la Transylvanie est autrichienne depuis 1699 – plutôt que des Ruthènes connus pour être turbulents et qui sortaient à peine (1772) d'une tutelle polonaise pesante.

Il est intéressant de constater chez les auteurs soutenant de nos jours la théorie de la ruthénisation, peut-être faute de contradicteurs du côté ukrainien, une utilisation d'arguments de plus en plus grossiers par rapport à ceux de leurs illustres prédécesseurs, notamment par le biais, on l'a vu, d'une interprétation brouillonne des statistiques. Lorsqu'Ion Nistor développe sa thèse d'un complot austro-ruthène au début des années 1910, il le fait dans un contexte politique particulier. Il attise chez des élites roumaines la peur de perdre une situation privilégiée, l'ordre établi depuis 1848 étant remis en cause à l'époque par une représentation politique au sein de la diète locale qui devient proportionnelle au poids démographi-

---

17. Carte de I. M. Hasius, *Carte de Hongrie en général contenant selon la division ancienne et méthodique la Hongrie en particulier, la Croatie, la Dalmatie, la Bosnie, la Serbie, la Bulgarie, la principauté de Transylvanie, les despotats de Walachie et de Moldavie*, 1744.

que des différentes communautés. Cette crainte de voir l'aristocratie roumaine et son intelligentsia reléguée au second plan se trouve en partie justifiée et l'on peut dire, qu'à partir des années 1890, les Ruthènes renforcent leur poids politique aux dépens des Roumains. D'une certaine façon, on assiste donc, effectivement, durant cette très courte période bientôt interrompue par la Première Guerre mondiale, à une ruthénisation des élites politiques. Et pour cause, puisqu'avant 1890, les Ukrainiens n'étaient ni représentés à la diète locale ni à Vienne.

On constate donc dans la littérature spécialisée sur la question une reprise intégrale des hypothèses avancées par Ion Nistor ou Nicolae Iorga, en oubliant le caractère partisan de leurs travaux liés à leur combat politique. Ils étaient certes des universitaires reconnus mais, avant même la Première Guerre mondiale, ils étaient engagés politiquement, au point que l'un sera longtemps ministre et l'autre président du Conseil dans différents gouvernements de l'Entre-deux-guerres.

Aujourd'hui, le point de vue de Ion Nistor et sa fameuse théorie triomphent dans les travaux des historiens roumains et de tous ceux qui se penchent sur la question de l'actuelle partition de la Bucovine en deux entités administratives appartenant à deux États souverains ayant un fort contentieux concernant leur frontière commune. Le long processus de recul de l'élément roumain, auquel se substitue l'élément ukrainien à la faveur d'une politique coloniale Habsbourg qui tente de *diviser pour régner*, est ainsi systématiquement évoqué dans les sources roumaines, mais aussi occidentales, lorsqu'est abordée la question ethnique en Bucovine. Le succès de cette théorie est, dans une large mesure, dû au talent de Ion Nistor, qui, à partir des années 1920, alors qu'il séjourne à Bucarest en tant que membre de différents gouvernements, décide d'éditer divers petits fascicules en anglais, français, allemand, italien, sur la question qu'il aborde de façon claire et succincte. Cette nouvelle stratégie de communication vise naturellement les milieux politiques occidentaux, alors très critiques à l'encontre de la politique roumaine à l'égard des minorités<sup>18</sup>, mais aussi les universitaires occidentaux qui continuent à affirmer que le peuplement ukrainien du

---

18. La Roumanie s'était engagée en 1919, après bien des attermoiements et principalement sous la pression des États-Unis, qui, par ailleurs, refusaient toujours de reconnaître l'annexion de la Bessarabie, à signer le Traité dits « des minorités ». Il ne fut jamais appliqué et fut même dénoncé par les divers gouvernements comme une forme intolérable d'ingérence dans les affaires de politique intérieure.

nord de la Bucovine remonte à la période où la principauté de Galicie dominait la région. Le Français Paul Chélarid devient ainsi une cible des critiques acerbes de Nistor, qui réagit de façon quelque peu tardive à la publication de *L'Autriche contemporaine* (1894). Paul Chélarid écrit, en effet, dans son ouvrage que ce n'est qu'après l'effondrement de la Rus' kiévienne que les Roumains venus du Maramureş se sont installés en Bucovine. Ion Nistor l'accuse donc, non seulement de faire de la propagande ukrainienne, mais aussi de défendre une sorte de théorie de la « Roumanisation »<sup>19</sup> de la Bucovine, un comble pour celui qui se fait le chantre du « péril ruthène »<sup>20</sup> dans sa province natale.

L'attaque systématique des sources étrangères, contredisant la théorie de la ruthénisation en les dévalorisant et en les rendant complices de la propagande du gouvernement ukrainien en exil ou de celle des Soviétiques, portera finalement ses fruits. Non pas que certaines sources étrangères s'arrêteront soudainement de défendre l'idée d'une occupation précoce du nord de la Bucovine par les Slaves, mais celles-ci seront désormais fortement dévalorisées aux yeux d'une partie de leurs lecteurs roumains. Une partie de leurs lecteurs potentiels en Roumanie les considèrent, en effet, comme orientées, en faveur des Ukrainiens, voire franchement hostiles à l'intégrité territoriale de la Roumanie. Dans le même temps, les partisans de la Ruthénisation réussissent à faire oublier qu'avant 1918 une large composante de l'intelligentsia roumaine de Bucovine contestait toute véracité à la théorie de la ruthénisation. Dans un article publié en 1902 dans la revue *Privitorul* et signé sous le nom de A. Vrinceanu, Aurel Onciul et Florea Lupu, alors leaders du Parti Démocrate Paysan, dénoncent la démagogie des 'anti-ruthènes' et l'absurdité de leur démonstration. Ils en viennent non seulement à contester la théorie de la ruthénisation, mais même à affirmer qu'une réforme politique était nécessaire au niveau régional pour une représentation équitable des Ruthènes et des Roumains à la diète, n'hésitant pas à décrire l'agitation faite autour de cette question comme l'expression « [...] d'un orgueil national excessif, corcadier et hostile à l'égard des Ukrainiens<sup>21</sup>. »

L'échec politique des modérés proches des socio-démocrates est scellé à l'occasion de leur ralliement à un plan de partage de la Bucovine alors que les nationalistes radicaux reviennent sur la scène politique, après quatre ans d'exil en Roumanie, dans les

---

19. Ion Nistor, *op. cit.*, p. 311.

20. *Ibid.*, p.315.

21. *Ibidem*

bagages d'une armée roumaine finalement triomphante des Empires centraux. Leur loyalisme à l'égard de la maison des Habsbourg balayée par les événements de novembre 1918 sera désormais brocardé. La plupart seront exclus de la vie politique et nombreux seront ceux qui feront l'objet de poursuites judiciaires dans l'immédiat après-guerre. Désormais, les critiques des modérés à l'égard de la théorie de la ruthénisation apparaissent comme l'œuvre de renégats travaillant pour le compte d'un État autrichien ukrainophile et plus personne parmi les auteurs roumanophones n'ose, de peur d'être accusé de sympathies bolchevistes ou irrédentistes ruthènes, s'avancer à reprendre les arguments d'Aurel Onciul et Florea Lupu visant les fondements de cette théorie.

Après 1940 et l'annexion par l'Union soviétique du Nord de la Bucovine, la ruthénisation, devenue ukrainisation, semble être, même chez les plus sceptiques, une menace bien réelle. Par une ironie de l'histoire, la construction théorique qui devait asseoir des revendications politiques roumaines au sein d'un système austro-hongrois réformé devient, en quelques années, un dogme sur lequel se base une politique de roumanisation de populations ukrainiennes, mais aussi le facteur déclenchant d'une insatisfaction profonde de ces populations qui attirera l'attention des autorités soviétiques sur le problème national ukrainien en Bucovine.

En 1940-1941, puis entre 1944 et 1989, le pire cauchemar des nationalistes roumains se mettra en place en Bucovine du Nord. Les déportations de 1940-1941<sup>22</sup> et 1944-1953 visant les ennemis de l'Union soviétique, et en tout premier lieu les nationalistes roumains (mais aussi ukrainiens, qui ne seront pas épargnés), la russification puis l'ukrainisation de l'enseignement parviendront partiellement, si ce n'est à « ruthéniser » la région de Černivci, en tout cas à la déroutaniser en surface.

---

22. 13 000 déportations auront lieu durant cette seule période.

### Des interprétations divergentes du recensement du Divan moldave (1772-1773) par les sources roumaines de 1924 à 2002.

%	M. Iacobescu (1993)	G. Bostan (1993)	I. Nistor (1924)	I. Popescu (1994)	S. Purici (1996)	P. Tugui (2002)	C. Ungureanu (1996)
Roumains	90	85	77,3	65,4	65	63,2	59
Ruthènes	2,5	11,2	8,8	2,1	27	20,3	23,1
Hutsules	*	**	7,7	6,3	**	7,1	8,4
Russes	*	*	*	*	*	1,3	2,1
Tsiganes	*	*	2	3,1	*	3,1	3,1
Polonais	*	*	*	0,6	*	*	*
Juifs	*	*	3,6	*	*	*	3,5
Autres	7,5	3,8	0,6	3,6	8	5	0,8

\*\* Hutsules comptabilisés avec les Ruthènes

\* Population comptabilisée dans la catégorie "autres"

#### Sources :

Grigore Bostan, *Folclor Bucovinean*, Tara Iagilor, Bucarest, 1993, pp.140-145

Mihai Iacobescu, *Din Istoria Bucovinei*, Bucarest, 1983, p.152

Ion Nistor, *Istoria Bucovinei*, Bucarest, 1924, pp.16-17

Ion Popescu, *De ce românii din Tara Iagilor sunt tratați în conformitate cu legea lui Murphy*, Glasul Bucovinei, Cernivci, 1994, p.17

Stefan Purici, *Unele aspecte ale situației etno-demografice din Bucovina în perioada Habsburgică*, Tara Iagilor, Cernivci, 1996, pp.20-23

Pavel Tugui, *Populația Bucovinei între anii 1772-1774*, *Bucovina Istorie și Cultură*, Bucarest, 2002, pp.27-51

Constantin Ungureanu, *Populația Bucovinei în preajma anexării ei de către Austria*, Tara Iagilor, Cernivci, 1996, pp.7-19

Tab. 1

Ces événements alimentent aujourd'hui en Roumanie, particulièrement en Bucovine du Sud, un fort ressentiment à l'égard des « Russes » – comprendre Russes, mais aussi Ukrainiens ou Soviétiques – et rendent crédible une théorie que Ion Nistor formula au début du vingtième siècle.

En présentant une Bucovine qui de 1775 à 1918 puis de 1940 à 1989 subit une même politique d'homogénéisation du paysage ethnique, en mettant sur le même plan la politique Habsbourg du traitement des nationalités et les déportations et purges staliniennes, les travaux des chercheurs roumains contemporains, qui utilisent toujours le terme « étrangers » pour décrire les populations non-roumanophones de Bucovine, s'inscrivent clairement dans une démarche scientifique éminemment politisée.

La sempiternelle description d'un paysage ethnique uniforme en 1775, qui se modifiera par l'action d'une politique coloniale menée dans le seul but que les Autrichiens repeuplent la Bucovine avec des Ukrainiens, illustre ce phénomène en faisant, elle-même, l'objet de nombreuses divergences en termes statistiques. La plupart des chercheurs roumains fournissent ainsi des tableaux statistiques tirés du recensement de 1772, qui tous divergent d'une manière ou d'une autre tout en rappelant qu'il s'agit naturellement de données objectives.

Cette multiplication de données chiffrées pour une seule année est un peu à l'image du problème tout entier du soit-disant processus de « ruthénisation » de la Bucovine. Elle nous rappelle à quel point les données statistique « objectives » peuvent être manipulables et interprétables à l'envi selon les besoins d'une démonstration théorique. C'est le cas de la théorie de la ruthénisation et des résultats du recensement de 1772-1773, décompte de la population qui ne prend en compte ni la nationalité ruthène ni la nationalité roumaine, mais englobe l'ensemble de la population de la région sous l'appellation « moldaves ».

Ce recensement aurait pu servir de base à une lecture tolérante du peuplement de la Bucovine en insistant sur le fait que, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Ruthènes, Hutsules et Roumains, la population de la province se reconnaissait avant tout comme étant moldave.

La théorie développée par I. Nistor, tout au contraire, se fonde sur la distinction fondamentale qui existerait entre ceux qui sont originaires de la province, les Roumains, et les autres, les « étrangers ». Finalement, on peut dire qu'en détournant un instrument statistique primitif qui ne dénombre même pas la population totale de la province mais le nombre de « chefs de famille » (la

plupart des chercheurs roumains multiplient par cinq ce nombre pour obtenir la population totale de la Bucovine), a été créée une théorie qui avance l'hypothèse d'un complot austro-ruthène (l'ingrédient de tout mythe nationaliste) et fait des autres populations des «étrangers» comme si les frontières politiques de la Moldavie avaient été des limites ethniques parfaitement étanches jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. Une théorie, formulée en l'absence de preuves tangibles, et dont les propres défenseurs semblent chercher encore à se convaincre de sa véracité en multipliant les articles apportant de nouvelles preuves de l'indiscutable ruthénisation de la Bucovine par les Autrichiens.

Université Bordeaux III  
Laboratoire TIDE (Territorialité et identités dans le domaine  
européen), CNRS UMR-6588.



**BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE**

- CASTELLAN, Georges, *Histoire du peuple roumain*, Crozon, Armeline, 2001, 388 p.
- CORBEA-HOISIE, Andrei, *La Bucovine, éléments d'histoire politique et culturelle*, Paris, Institut d'Études slaves, 2004, 155 p.
- DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard, Librairie Arthème, 1995, 573 p.
- HEYMANN, Florence, *Le Crépuscule des lieux*, Paris, Stock, coll. « Un ordre d'idées », 2003, 360 p.
- IACOBESCU, Mihai, *Din Istoria Bucovinei* [Précis d'histoire de la Bucovine], București, Editura Academiei Române, 1993, 550 p.
- JOUKOVSKY, Arkady, *Histoire de l'Ukraine*, Paris, Éditions du Dauphin, 2005, 287 p.
- NISTOR, Ion, *Istoria Bucovinei* [Histoire de la Bucovine], București, Editura Academiei Române, 1991 (1<sup>e</sup> éd. 1924), 454 p.
- NISTOR, Ion, *Der nationale Kampf in der Bukowina*, București, Institut Carol Göbl, 1919, 227 p.
- NISTOR, Ion, *Problema ucraineană în lumina istoriei* [La Question de l'ukrainité à la lumière de l'histoire], Rădăuți, Editura Septentrion, 1997 (1<sup>e</sup> éd. 1934), 299 p.
- REZZORI, Gregor von, *Les Neiges d'antan*, Paris, Salvy, 1993, 380 p.